

Les Partenaires Techniques et Financier du secteur Développement Rural et Agricole au Mali

Notes sur l'état actuel des projets et perspectives d'avenir

Liste des PTF

AFD

BAD

Banque Mondiale

Coopération belge

Coopération suisse

FAO

Coopération allemande (GTZ, KfW)

Coopération canadienne ACDI

ONUDI

PAM

MCC

Coopération néerlandaise

PNUD

Délégation de la Commission Européenne

USAID

FIDA

Agence Française pour le Développement

I- Projets en cours

Office du Niger	Filière Coton	Environnement/ Décentralisation
<p>1- PADON Financement : 10 millions euros Convention signée mi-2006 Composition : 3 volets Date limite de versement : 31 décembre 2009 Maîtrise d'ouvrage déléguée : Office du Niger/ CRA Ségou Pilotage : DNGR Commentaires : après une mise en place difficile, les 3 volets sont opérationnels.</p> <p>2- Etude de faisabilité Durée : 6 mois, en cours Objet : réhabilitation de 1745 ha de périmètres irrigués à Molodo Etude : BRLi / Hydropacte Commentaires : pas de financement prévu pour la réhabilitation à ce jour.</p>	<p>- PASE 1 terminé</p> <p>- PASE 2 : projet instruit, passé au CA de l'AFD en juillet 2007 Le projet a été approuvé. La convention n'a pas encore été signée. Financement : 11 millions d'euros Durée : 4 ans (2008-2011) Maîtrise d'ouvrage et pilotage: Ministère de l'Agriculture Maîtrise d'ouvrage déléguée : APCAM, CNRA, MRSC Maîtrise d'œuvre assurée par l'IER et le CIRAD pour le volet R&D ; par l'UN-SCPC pour l'APCAM et des privés pour la MRSC.</p>	<p>- Projet Eléphants Gourma Financement : 1.56 millions euros Convention signée : 12 sept. 2005 Composition : 4 composantes Date limite de versement : 31 décembre 2010 Maîtrise d'ouvrage. Ministère malien de l'environnement Pilotage : Unité de gestion de projet Commentaires : la maîtrise d'œuvre est assurée par un groupement de privés</p> <p>- Pesticides obsolètes (convention FFEM en cours de signature) Financement : 0.8 million euros Composition : 4 composantes Date limite de versement : 31 mars 2010 Maîtrise d'ouvrage : Ministère malien de l'environnement Pilotage : Unité de projet</p> <p>- PGDF (en cours. Se termine le 31/12/2008)</p> <p>Financement : 1.5 millions euros</p>

Office du Niger	Filière Coton	Environnement/ Décentralisation
		<p>Convention signée 2 déc. 2002 Composition : 4 composantes Date limite de versement : déc. 2008 Maîtrise d'ouvrage : Ministère malien de l'environnement Pilotage : Cellule de coordination</p> <p>- PACDM : Convention signée en 2006. Levée des conditions suspensives en cours Financement : 5.5 millions euros Maîtrise d'ouvrage : Ministère de l'Administration territoriale et des Collectivités Locales Pilotage : Direction Nationale de Collectivités Territoriales Commentaires : le projet accorde un financement direct à l'assemblée régionale de Sikasso.</p>

II- Perspectives

1- Mise en place du PADON 2

En deux volets :

- Appui à l'ON avec une approche commune avec les autres PTF sous forme d'aide budgétaire sectorielle
- Appui secteur privé/ structuration filière comme présenté ci-après.

Date de début prévisionnelle : à partir de début/mi- 2010.

Instrument de financement : subvention principalement ; prêts incluant des aspects concessionnels et garanties pour le secteur privé.

2- Orientations pour les financements à venir

Les deux points formulés ci-après ne sont pas indépendants mais seront envisagés de pair.

Une entreprise sollicitant un appui pour la structuration de la filière dans laquelle elle s'insère devra faire partie des entreprises ciblées par le volet d'appui au secteur privé.

➤ Appui au secteur privé

Zone couverte : zone Office du Niger

Objectifs

Soutenir et impulser une dynamique aux opérateurs privés performants (entreprises, coopératives, également considérées comme acteurs privés...) afin qu'eux-mêmes aient une action motrice et rétroactive d'entraînement des acteurs plus fragiles.

Trois axes : remise à niveau et développement des entreprises, développement filière ; méso-finance.

Moyens

- système de diagnostic-cotation des entreprises selon des critères établis avec les professions et les banques. La cotation doit permettre aux entreprises de i) situer leur performance par rapport à leurs pairs , ii) établir un diagnostic de leur situation et iii) formuler des besoins d'appui en rapport avec leur stratégie d'évolution et/ou d'amélioration de leurs performances. L'appui conseil, identifié par l'entreprise et financé partiellement par elle, est co-financé par le programme.

- identification d'une offre d'appui conseil à mettre à disposition des entreprises qui choisissent le plus performant,

- appui à la mise en place de filières par des entreprises de qualité appuyées par le programme

Opérateurs visés

PME ayant la volonté de progresser et d'améliorer leur qualité (atteinte de nouveaux marchés, consolidation, etc...).

➤ Appui filières

Zone couverte : échelle nationale

Objectif : structuration des filières

Moyens : mise en place de plateformes... à définir

Partenaires : en lien avec le PCDA, le PAFA, la Coopération Canadienne. Le programme vient en complément des programmes impliqués dans le développement des filières. Mais nécessité que soient impliquées des entreprises bénéficiant du programme d'appui au secteur privé dans la mise en place des filières.

Filières visées :

- Filière blé
- Filière Biocarburants
- Filière oléagineux

3- Approche sectorielle

L'AFD s'insère entièrement dans une logique sectorielle en étant chef de file des PTF pour la filière coton et en appartenant aux sous-groupes Décentralisation, ON et Environnement.

Banque Africaine de Développement

Projet	Période de réalisation	Montant du financement	Type de financement
Baguineda	2007-2011	9.96 milliards	Subvention
Programme de lutte contre l'ensablement dans le BN	2005-2009	3.63 milliards	Prêt
Projet Développement Elevage Mali Nord est	2003-2009	9.16 milliards	Prêt
Projet Développement Elevage Kayes Sud	2007-2013	??	
Projet d'appui au développement de la pêche continentale	2004-2009	10 milliards	Prêt
Nerica dissemination project Mali	2005-2010	1 948 691 000	Prêt
Projet de Création de zones libérées de la mouche tsé tsé	2005-2011	1.96 milliards (P)+ 160 millions (S)	Prêt et subvention
Projet d'appui au développement rural ORM de Mopti III	2002-2009	3.96 milliards	Prêt
Projet régional d'appui au développement des petits ruminants	??	23.4 milliards	
Projet d'adduction d'eau		23.4 milliards	

Banque Mondiale

Projets en cours

Projet	Montant du crédit IDA	Dates	Instruments ?
PASAOP financement additionnel Composantes : 1 : Réforme de l'Etat 2- Systèmes nationaux de recherche agricole 3- Systèmes nationaux de transferts de technologies agricoles 4- Organisations paysannes	20 millions US\$ 8.314 milliards FCFA	2007-30/06/2009	IDA
PACR 1- Renforcement des capacités/ responsabilisation et participation/ gouvernance locale 2- Fonds d'investissements socio-collectifs d'initiatives communales 3- Fonds d'investissements d'initiatives privés productives 4- Suivi du projet	60 millions US\$ 24.94 milliards FCFA	2006-2011	IDA
PCDA 1- Innovation/intensification/ transfert de technologies d'irrigation 2- Amélioration des performances commerciales des filières 3- Accès au financement 4- Infrastructures commerciales 5- Gestion du projet 9 filières : mangue, échalote/oignon, pomme de terre, karité, banane, anacarde, bétail sur pied, viande, poisson.	46.4 millions US\$ par BM + 1 million pour GRM 19.29 milliards FCFA	2006-2011	IDA
PCVBG : Programme de conservation et de valorisation de la Biodiversité dans le Gourma	3 milliards FCFA	2005-2011	GEF
PALUCP : programme africain de lutte contre le criquet pèlerin	5 milliards FCFA	2005-2008	IDA
PASP : Projet africain relatif aux stocks de pesticides obsolètes. En collaboration avec DCE	5 milliards FCFA		IDA
WAAPP	3.4 milliards FCFA		
Appui aux OP coton (JSDF)	1MUS\$		Don

	415 millions FCFA		
Projet de Gestion Intégrée des Ressources en eau et usages multiples du fleuve Sénégal	6.5 milliards FCFA	2007-2011	IDA
TOTAL	75.5 milliards FCFA		

Perspectives

Opération à venir : appui à l'accroissement de la productivité agricole

Échéance : présentation au conseil d'administration courant second trimestre 2009

Objectif préliminaire : lever les contraintes à l'accroissement de la productivité agricole

Points d'application :

- Promotion des filières céréalières, rizicole en particulier
- Soutien au sous-secteur de l'élevage et de la santé animale
- Développement des cultures vivrières à haut potentiel de transfert de technologie (niébé, maïs, pomme de terre)
- Gestion durable des terres (complément GEF)

Budget : 70 millions US\$ (IDA) + 8MUS\$ du GEF

Partenariat

Volonté d'aider à développer une approche sectorielle au sein du secteur agricole, débouchant sur un programme d'investissement sectoriel cofinancé par les partenaires.

Souhait de fédérer et d'aligner les différentes interventions autour de la mise en œuvre de la LOA.

La composante GEF sera exécutée conjointement avec le PNUD.

Harmonisation

Dans la perspective d'une approche programmatique, elle projette de poursuivre ses actions dans les domaines du développement institutionnel, de l'appui aux organisations paysannes, de la recherche agronomique et du conseil agricole et du développement de filières pour l'accroissement de la productivité agricole. Ses investissements accorderont une attention particulière aux investissements dans les infrastructures productives. La Banque cherchera à compléter les interventions des autres PTF.

Co-secrétaire avec le PAM du groupe PTF Economie Rurale et agricole, animé par la FAO, la Banque Mondiale met un fort accent sur la nécessité d'harmonisation et d'alignement.

Coopération belge

I- Projets actuels

Projet - Programme	Période	Montant financement du
PSMZAM (Zébu Azawak II)	Jusqu'en 2011	2 082 797
Appui à la Filère Blé dans la région de Tombouctou	Jusqu'en 2011	3 982 000
Appui au Développement des activités maraîchères Périurbaine	Jusqu'en 2010	1 592 000
Projet d'appui aux collectivités territoriales et au développement local - CTDL	Jusqu'en 2010	1 784 400
Programme d'investissement et de développement rural dans la Région de Tombouctou - PIDRN-T	Jusqu'en 2008	1 137 000
Programme d'investissement et de développement rural dans la Région de Kidal - PIDRN-K	Jusqu'en 2011	1 653 000

II- Perspectives à venir

Période : 2008-2012

Budget : 40 à 50 millions euros

Orientations :

- Décentralisation dans la région de Koulikoro (appui aux plans socio-économiques décentralisés, Ecole Nationale des Collectivités Territoriales, appui à la déconcentration),
- Sous secteur de l'élevage et de la pêche (approche filière)

En accord avec la Déclaration de Paris et le Code de Conduite Européen, la Coopération Belge se consacrera à l'appui à la décentralisation et à la filière Pêche/Elevage à l'avenir.

Coopération Suisse

Stratégie de coopération de la DDC au Mali (StraCoMa) depuis 2006

- 4 pôles géographiques

- . Pôle Urbain / Hinterland agricole (exploitations familiales) (Koutiala) ;
- . Pôle économies régionales (AR Sikasso) ;
- . Pôle économies lacustres (Youwarou)
- . Pôle économies pastorales)

- Approches

- . Soutien aux initiatives ;
- . Collaboration dans le cadre de partenariats ;
- . Renforcement des capacités

- Interlocuteurs

Collectivités territoriales ; organisations de la société civile et en particulier les organisations socioprofessionnelles (Organisations paysannes et d'artisans (FNAM)).

55% des ressources sont consacrées à l'appui aux économies locales (création de richesses)

Programmes/ démarche

- 1- Accompagnement des acteurs/ mise à disposition de compétences aux élus et appui à l'investissement structurant et fédérateur des acteurs locaux / Coopération sous forme de contrats de contribution aux organisations faitières
- 2- Appui budgétaire (subvention) aux projets et programmes des partenaires locaux

Projets en cours et perspectives d'avenir

La Coopération envisage la poursuite de son accompagnement des acteurs locaux par le financement d'activités et de conseil / appui institutionnel selon les deux axes présentés ci-dessus. D'abord concentrés sur la région de Sikasso, les programmes se sont étendus sur les régions du Delta du Niger et une ouverture est prévue sur la région de Tombouctou.

Projets/ Programmes	Période	Montant du financement
Appui aux OP 1- AOPP national 2- AOPP R Gao 3- AOPP R Mopti 4- CNOP 5- CRCR Sikasso	2 ^{ème} phase Convention non signée	1 250 000 FCH soit 513 557 000 FCFA
Programme PACY (appui à la gestion des ressources naturelles, 3 contrats de partenariat) 1- 1 conseil de cercle	Fin 2009	320 000 CHF (2004-2006) ie 133 248 000FCFA 1 500 000 CHF (2006-2009) 624 537 506 FCFA

Youwarou 2- 2 communes rurales (Youwarou et Gathéloumo)		
Programme Jèkasy, appui aux OP et aux exploitations familiales dans la diversification (IC / Sahel)	Fin 2008	4 000 000 CHF (2005-2008) 1 665 683 000 FCFA
Programme Jèkagnini, appui à la CRU Sikasso pour une recherche adaptative (IC / Sahel)	Fin 2008	1 000 000 CHF (2006-2008) 416 317 000 FCFA
Promotion des énergies renouvelables (AVD (ONG) et UAPAD de Tominian (organisation Paysanne))	2007	1 187 500 CHF (2004-2007) 600 000 CHF (2008-2009) 702 534 450 FCFA
Accompagnement Maîtrise d'ouvrage de l'eau (Helvétas)	2009	698 430 332 FCFA
Programme d'appui aux Fonds Investissement aux collectivités territoriales : 1. Assemblée Régionale de Sikasso, 2. Commune Urbaine de Koutiala et 3. les collectivités territoriales du Cercle de Youwarou	2009	2 900 000 FCH soit 1 191 688 482 FCFA
Appui à la décentralisation PAAD (Helvétas)	Fin 2009	2 382 645 189 FCFA
PDSU (essentiellement Commune Urbaine de Koutiala)	Fin 2010	1 756 053 407 FCFA
Partenariats Gouvernance appropriée (appui au développement institutionnel et de politiques des collectivités territoriales partenaires)	Fin 2008	917 937 007 FCFA

Harmonisation/ Interaction avec les PTF

La Coopération suisse met un fort accent sur la décentralisation au niveau des collectivités territoriales et la nécessité d'initiatives impulsées de la périphérie vers le centre.

Consciente de la grande adaptation que requiert le développement du secteur agricole et rural de la part des acteurs aux différentes échelles, elle accompagne le processus de réflexion sur l'opérationnalisation des textes clés du développement rural au Mali (SDDR, CSLP, LOA) et encourage les investissements structurants dans la mesure où ils sont cohérents et répondent aux besoins et souhaits réels des acteurs des économies locales et les articulent dans l'exercice de leurs fonctions respectives.

Elle élude la pression du décaissement au profit d'une position d'écoute, de dialogue dans un esprit de partenariat et de conseil selon la demande exprimée par les CT et les OSP.

La Coopération suisse est en relation avec les autres PTF, partage l'avis d'une action harmonisée mais déplore la divergence observée en termes de pression des politiques et de privilège des instruments au détriment du sens et de la maîtrise relative du contexte pour l'opérationnalisation, et la précipitation et échecs qu'elle engendre souvent.

Position actuelle de la FAO dans le secteur ARD

Projets en cours

Financements bilatéraux

Mise en œuvre du PNSA

- Gouvernement du Venezuela

Projet d'intensification agricole par la maîtrise de l'eau dans le Sahel occidental

Période : 2007-2009

2.3 millions US\$

- Gouvernement de l'Espagne

Période : 2007-2009

- Projet de petite irrigation villageoise dans les régions de Mopti et de Gao : 1,9 million US\$

- Projet d'appui à la sécurité alimentaire dans la région de Koulikoro: 2,34 millions US\$

- Gouvernement de l'Italie

Période : 2008-2011

Projet d'appui aux organisations paysannes du Plateau Dogon pour une meilleure valorisation de leurs productions maraîchères : 2 millions US\$

Autres projets

- Gouvernement de la République tchèque

Période : 2007-2009

Projet d'Appui à la Gestion participative des Ressources Forestière Centré sur la Faune et les Produits Forestiers : 500 000 US\$

Programmes sous-régionaux

Période : 2006-2012

Programme sous-régional de formation participative en gestion intégrée de la production et des déprédateurs des cultures à travers les champs-écoles des producteurs (GIPD/CEP) pour le Bénin, Burkina Faso, Mali et le Sénégal : 9,55 millions US\$

Autres actions

- Mise en place d'un centre régional de surveillance de la grippe aviaire, en partenariat avec le gouvernement Français et le Département d'Etat américain pour l'Agriculture.
- Soutien des paysans du Plateau Dogon victimes des inondations. Financement de 400 000 US\$ sur ressources propres sous forme de coopération technique.
- Collaboration entre l'université agricole de Wageningen et le Commissariat à la Sécurité Alimentaire ; gestion et communication des données.

Coopération allemande (GTZ, DED, KFW)

I-Projets actuels

Dans le secteur d'intervention prioritaire « agriculture et gestion des ressources naturelles »

Projet/Programme	Domaines	période	Financement (en milliards de FCFA)
Programme Mali-Nord (Aménagement de PIV, mares, microcrédit...)	Petite Irrigation Microcrédit	1996-2009	6.138
Fonds d'entraide au Pays Dogon ET Projet de réhabilitation des barrages et pistes	Irrigation Infrastructures rurales	Fin 2009	1.882 0.688
Office de Niger	Grande irrigation		6.1
Total	Agriculture	2007 - 2009	12.540,3

II- Projets/Programmes à venir

En préparation : Un programme unique pour le secteur d'intervention prioritaire :
Programme d'appui à l'Agriculture productive /irrigation durable

1) A partir de juin 2008, mise à disposition d'un conseiller technique au sein de la DNDR pour appuyer l'élaboration du Programme National de l'Irrigation de proximité sur demande du Ministère de l'Agriculture.

2) poursuite du soutien au développement de la grande irrigation à l'Office du Niger

- Financement prévu à partir de 2010 : Au moins à l'hauteur des années précédentes

Composantes connexe à l'irrigation au niveau microéconomique et à intégrer sur la base de la demande:

- Exploitation des synergies avec la pêche/pisciculture et l'élevage
- accès aux services de la micro finance
- accès au marché, aux intrants, désenclavement
- Emergence du secteur privé en amont et en aval de l'irrigation via par exemple le soutien à la petite mécanisation

III-Harmonisation des PTF

Au niveau microéconomique, la GTZ est très intéressée et déjà active dans la mise en place d'une approche programmatique.

Engagée sur le terrain de la synergie entre PTF dans le cadre de son nouveau programme en petite irrigation, elle est en relation étroite avec

- La DCE : dans l' émergence du secteur privé en amont et en aval de l'irrigation (Projet en cours : Promotion intersectorielle des métiers agricole)
- La Coopération danoise dans le développement rural (Réhabilitation des barrages au Pays Dogon, en cours)
- La Coopération canadienne dans la commercialisation de céréales (future collaboration)
- La Coopération belge dans des domaines pêche et élevage (future collaboration)

La Coopération allemande est déjà chef de file des PTF dans le secteur eau et assainissement et a fait l'expérience de la réussite de la mise en œuvre d'un Programme national multi-bailleurs (Programme National de Mobilisation des ressources en Eau avec l'AFD et la DCE).

La Coopération Canadienne oeuvre dans trois secteurs:

- Services sociaux
- Gouvernance/Démocratie
- Croissance des revenus.

Le secteur rural ne représente pour l'instant que 3-4 % des investissements totaux.

I- Projets en cours

- Projet de Réhabilitation Environnementale et Sécurité Alimentaire dans la région de Mopti qui a pris fin en mars 2005.

- PACCEM (Projet d'Appui à la Commercialisation des Céréales au Mali) : une phase pilote de deux et demi (1995-1997) à Ségou, une première phase de cinq ans (1998-2003) à Ségou et Diré et une deuxième phase de trois ans à Diré (2003-2006) et de six ans à Ségou (2003-2009).

Financement 2003-2009 : 7 millions CAN \$

II- Perspectives

- Orientations stratégiques

Cadre de programmation 2000-2010 repoussé à 2011 pour s'aligner sur le CSLPII.

A l'horizon 2011, le secteur croissance des revenus se verra attribuer un accroissement significatif dans le budget d'environ 27% des investissements de l'ACDI contre 3 à 4% actuellement.

- Suites du PACCEM...

Le PACCEM n'aura pas de troisième phase.

Une étude d'impact sera engagée cette année par l'ACDI à Ségou. Elle vise à évaluer le projet et à capitaliser les acquis pour renforcer et si possible étendre l'initiative à d'autres bassins céréaliers du pays (zone ON, zones cotonnière, dans le Seno dans la région de Mopti et dans la vallée du fleuve Niger au Nord Mali).

En effet, l'ACDI a été fortement sollicitée par le Gouvernement du Mali pour l'appuyer dans la mise en place d'un Programme National de Commercialisation des Céréales.

Par ailleurs, des échanges avec l'AFD sont en cours pour reproduire la même approche et mettre en place un programme de commercialisation en zone cotonnière. Une étude collaborative sera planifiée dans ce sens.

Enfin, l'ACDI a été également sollicitée par le CSA pour l'aider à la mise en place de son plan de Sécurité Alimentaire dans la zone du Seno (Koro- Bankas- Douentza).

- Autres perspectives

- Projet d'Appui aux Filières Agricoles (karité et oignon, ail, échalote) : Projet sur 6,5 ans ; budget d'environ 13 millions de CAN\$ en cours de planification.

Protocole d'entente signé avec le gouvernement- Plan de mise en œuvre à un stade avancé.

- Participation au Plan National de Sécurité Alimentaire

Via une coopération déléguée avec une agence de l'ONU ou une coopération bilatérale.

L'ACDI pourrait envisager d'apporter un appui à la sécurité alimentaire structurelle.

Moins de ressources seraient attribuées désormais à la sécurité alimentaire conjoncturelle.

L'ACDI continuera à participer aux dialogues des politiques dans ce domaine (i.e. partenariat silencieux).

- PASMIF (Projet d' Appui au Secteur Micro-finance)

Collaboration avec la Coopération danoise pour la mise en commun de fonds pour soutenir la Stratégie de micro finance 2008 - 2012 en cours d'approbation par le Conseil des Ministres.

Plan d'action au budget de 30 milliards FCFA dont l'ACDI finance 13 millions CAN\$ et le Danemark 10 millions CAN\$ avec au moins 25% du fond commun destiné aux groupes vulnérables en milieu rural.

Le PASMIF donne une priorité au financement du milieu rural avec deux axes :

1- création de nouveaux produits financiers adaptés au milieu rural

2- Structuration de la demande de financement provenant du milieu rural

La formation et le renforcement des capacités opérationnelles des OP de même que la mise en place d'instruments de contrôle du secteur sont des points clé du projet.

Ce projet est ouvert aux autres bailleurs.

ONUUDI

Domaines d'actions prioritaires :

- 1- Réduction de la pauvreté par les activités productives
- 2- Renforcement des capacités commerciales
- 3- Energie/Environnement

En plus de ces domaines, figurent certaines activités transversales comme la recherche et les études statistiques et les programmes spéciaux (coopération Sud-Sud et assistance aux PMA, prévention des crises grâce à une activité économique durable à l'échelle locale, et reconstruction industrielle et développement économique en sortie de crise ; et établissement de rapports de travail étroits avec les organisations du secteur privé et de la société civile) visant à compléter et à appuyer les différents services offerts par les grands domaines d'activités précédents.

Fonctionnement/ ressources

L'ONUUDI n'est pas un bailleur de fonds. Elle propose de l'assistance technique à ses Etats membres en mobilisant les connaissances, les compétences, les informations et les techniques nécessaires pour favoriser l'emploi productif, la compétitivité de l'économie et un environnement sain.

Elle est financée sur deux budgets : le budget ordinaire et le budget opérationnel.

- a. Le budget ordinaire est financé essentiellement moyennant les contributions mises en recouvrement, seuls quelques 3,2% provenant d'autres sources, comme les recettes générées par des intérêts créditeurs et de la vente des publications, et par les contributions des gouvernements versés aux bureaux régionaux et extérieurs de l'ONUUDI. L'acte constitutif de l'Organisation prévoit que 6% du budget ordinaire net doit être affecté au Programme ordinaire de coopération technique.
- b. Quant au budget opérationnel, il est surtout alimenté sur la base des recettes perçues en remboursement des dépenses d'appui liées à l'exécution d'activités de coopération techniques financées par des contributions volontaires. Ces recettes correspondent à une redevance honorée par les donateurs en remboursement partiel des frais de prestation de services de l'ONUUDI (10-13%). Celles-ci sont utilisées pour financées les activités de coopération technique.

Implication dans le secteur rural

L'ONUUDI soutient à travers une approche intégrée, le secteur privé et la mise en place de PME-PMI et de micros entreprises en tant que moyens de création d'emplois et de lutte contre la pauvreté en milieu rural. Elle cherche, entre autres, à intégrer les PME-PMI en stade avancé aux chaînes de valeurs et d'approvisionnement mondiaux, à promouvoir les réseaux et grappes d'entreprises, à renforcer les capacités entrepreneuriales et managériales des micros entreprises en privilégiant les femmes entrepreneurs dans les zones rurales défavorisées.

Projets/Programmes

➤ Achievé récemment

Projet Intégré du Mali Phase II : Programme d'appui à la valorisation des produits agropastoraux et au développement du secteur privé

Période : 2004-2007

Objectifs :

Quatre objectifs complémentaires suivants :

- renforcer les capacités nationales d'appui aux industries agropastorales dans les domaines de la technologie, de la sécurité sanitaire et de la qualité, de la normalisation et de la certification ainsi que de l'investissement et de l'information pour créer un environnement favorable au développement des activités de valorisation des produits agropastoraux et assurer une certaine pérennisation des actions.
- renforcer la capacité des petits entrepreneurs (notamment les ruraux) avec un accent particulier sur les femmes dans la valorisation des produits agropastoraux. Ces activités seront menées directement avec les entrepreneurs via les associations et groupements et en utilisant les capacités institutionnelles établies.
- renforcer les entreprises de transformation industrielle, de conditionnement et d'emballage des produits agropastoraux locaux : Ces activités ont déjà commencé lors de la phase I du PIM (2001-2003) dans le domaine de la sécurité sanitaire et de la qualité. Il s'agit maintenant d'introduire les principes d'une production propre et respectueuse de l'environnement incluant notamment la gestion et l'économie d'énergie, la minimisation des rejets et la valorisation des sous produits.
- promouvoir et mettre en place de partenariats d'affaires entre les différents acteurs des filières couvertes par le programme et leur intégration dans des réseaux commerciaux nationaux, régionaux et internationaux.

Réalisations du PIM II :

- Appui à l'artisanat textile traditionnel à travers la Tissuthèque qui sera transformée en Centre de Développement du Textile Traditionnel (CDTT). Le gouvernement malien a demandé l'assistance de l'ONUDI pour la constitution et la mise en activités du CDTT, qui favorisera la transformation locale du coton. L'étude et les textes de création de cette nouvelle structure sont disponibles. D'ailleurs, le bâtiment du CDTT sera construit dans le cadre du « projet de soutien à la croissance du Mali » financé par la Banque Mondiale.
- Création de trois centres pilotes agroalimentaires (karité à Dioila, karité et fruits et légumes à Sikasso et Ségou) dont ceux de Dioila et de Ségou sont opérationnels.

➤ En cours

1. Appui à la compétitivité et à l'harmonisation des mesures OTC (Obstacles Techniques au Commerce) et SPS (mesures Sanitaires et Phytosanitaires) (composante 4.1 du Programme d'Appui à l'Intégration Régionale en Afrique de l'Ouest). NB : Projet régional financé par l'Union Européenne.
2. Mise à niveau de l'Industrie des Etats membres de l'UEMOA. NB : Projet régional financé par l'Union Européenne. Durée de 5 ans dont 2 ans de période test et 3 ans de déploiement avec comme composantes ce qui suit :
 - Composante 1 : Renforcement des capacités institutionnelles régionales et nationales
 - Composante 2 : Appui à la conception et mise en place de mécanismes de financement
 - Composante 3 : Création ou renforcement des capacités techniques régionales et nationales
 - Composante 4 : Programme pilote pour la restructuration d'entreprises agro industrielles
 - Composante 5 : Programme pilote pour la mise à niveau d'entreprises agro industrielles
3. le Projet Régional d'Amélioration de la Qualité du Cuir dans certains Etats africains de l'Ouest à savoir le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Sénégal. NB : Projet régional financé par le Fonds Commun pour les Produits de Base (CFC).
 - Composante 1 : Etablissement d'un système de classement et de fixation des prix dans les pays hôtes
 - Composante 2 : Amélioration de l'accès au marché des peaux bruts et du cuir
 - Composante 3 : Fourniture et coordination de l'assistance technique à l'exécution des composantes 1 et 2.
 - Composante 4 : Gestion et coordination du projet.
4. Le Projet d'Appui à la Valorisation des Produits Agropastoraux dans les régions Sud (Ségou et Sikasso) et Nord (Kidal) du Mali 2007-2011. Projet multi bi ONUDI-PNUD financé par le Grand Duché du Luxembourg à hauteur de 1 000 000 Euros. Projet non encore officiellement lancé.
 - Composante 1 : Appui aux groupements féminins dans la valorisation du karité dans les cercles sélectionnés des régions de Ségou et Sikasso
 - Composante 2 : Appui aux groupements féminins dans la production d'articles en cuirs, de la viande séchée, du lait et fromage de chamelle dans les cercles sélectionnés de la région de Kidal.

➤ En préparation ou dans le pipeline :

Projet	Période	Financement
Appui aux Organisations/Associations professionnelles d'affaires	2 ans (avec possibilité de prolongation, en fonction de l'évaluation de la performance)	\$EU 499,000 206 885 000 FCFA
Promotion et accroissement de la transformation du coton fibre en Afrique de l'Ouest : Burkina Faso et Mali	3 ans Etude en cours Projet n'ayant pas débuté	3.564.500 US\$ (Estimation) sur financement du CFC 1 477 842 000 FCFA
Appui à la création d'un centre d'excellence de la mangue	2008-2012 Etude disponible Projet n'ayant pas débuté	670 046 000 FCFA
Appui à la création d'un centre pilote du karité	2008-2012 Etude disponible Projet n'ayant pas débuté	267 166 000 FCFA
Appui à la mise en place d'un centre de valorisation du lait frais local	2008-2012 Etude disponible Projet n'ayant pas débuté	657 485 000 FCFA
Appui aux femmes productives du Nord Mali (Gao, Tombouctou, Kidal) par la valorisation artisanale de la laine	2008-2012 Etude disponible Projet n'ayant pas débuté	615 501 000 FCFA
Appui à la valorisation de la gomme arabique au Mali	2008-2012 Etude disponible Projet n'ayant pas débuté	300 205 000 FCFA
Valorisation des produits de l'élevage dans la zone lacustre de Tonka	2008-2012 Etude disponible Projet n'ayant pas débuté	1 610 453 000 FCFA
Projet Karité Bio Malien (labellisation)	En relation avec le Ministère de l'Economie	

Commentaires

La réduction du 2nd type de pauvreté (manque d'accès aux services sociaux de base) a été la priorité des programmes d'aide jusqu'alors. Toutefois, la réduction de la pauvreté monétaire recèle d'enjeux et assure un cercle vertueux au sein de la société. Cela a été négligé dans les politiques d'aide.

L'ONUDI considère avoir sa place dans le groupe PTF « Economie Rurale et Agricole »

Programme Alimentaire Mondial- Mali

Typologie des interventions du PAM au Mali

Les interventions du PAM se déclinent en trois catégories et il est à noter que depuis 1999, le PAM est passé d'une stratégie projets à une approche Programme de Pays :

- **Programme de Pays** : D'une durée de 5 ans, il permet au PAM d'appuyer le Gouvernement dans les secteurs de l'Education de Base et le Développement Rural ;
- **Opérations d'urgence** : D'une durée de 12 mois maximum, et comme son nom l'indique, elle vise à sauver des vies à cas de catastrophes naturelles (sécheresse, inondations, attaques de criquets pèlerins, etc.). Les activités portent sur des distributions alimentaires gratuites pour lutter contre la malnutrition aiguë modérée et l'insécurité alimentaire. Elle peut comporter aussi des activités de Vivres Contre Travail (VCT) pour doter les communautés sinistrées en actifs productifs.
- **Intervention Prolongée de Secours et de Redressement (IPSR)** est la suite logique d'une opération d'urgence. Elle permet de renforcer les acquis de cette dernière dans la lutte contre l'insécurité alimentaire.

Le PAM assure, depuis la création du PRMC en 1981, la fonction centrale de coordonnateur des donateurs de ce programme.

Le PAM ne dispose pas de budget fixe pour ses interventions mais est financé annuellement par des partenaires bilatéraux (Coopérations américaine, française, belge, japonaise, etc.), multilatéraux (U.E). Il édicte un programme Pays pour une durée de cinq an mais signe un programme annuel avec les Ministères sectoriels (MEBALN, MA, CSA)

Perspectives : Programme Pays 2008-2012

Textes de référence :

- Plan Cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD-2008-2012)
- Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCR-2007-2011)
- Schéma Directeur du développement rural
- plan d'action environnemental,
- Programme de Restructuration du Marché Céréalière (PRMC)
- Loi d'Orientation Agricole
- Charte pastorale

Docs ressources : Enquête globale sur la sécurité alimentaire et la vulnérabilité (CFSVA 2005)

Le Programme de Pays 2008 – 2012 à deux composantes : « **Appui à l'éducation de base** » et « **appui au développement rural et sécurité alimentaire** »

- ✓ Objectifs visés : 29 787 tonnes de denrées alimentaires soit 6000 tonnes par an ; 375 000 bénéficiaires
- ✓ Lieux d'intervention: zones vulnérables des régions de Kayes, Koulikoro, Mopti Tombouctou, Gao et Kidal.
- ✓ Budget : 18.9 millions USD couvrant la totalité des coûts opérationnels directs de base
- ✓ Partenaires : autres organisations onusiennes : PNUD, UNICEF, UNESCO, FAO signature d'un plan d'action conjoint des Programmes Pays 2008-2010. Ces 4 agences ExCom constitueront une seule équipe à l'horizon 2012.

La composante 2 : « appui au développement rural et sécurité alimentaire »

<u>Coordination</u>	
Ministère de l'Agriculture & le Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA)	

Sous- Composantes			
Création d'actifs productifs		Prévention et atténuation des crises	
Vivres Travail	Contre	Vivres Formation	Pour
Maraîchage avec petite irrigation, bas-fonds, accompagnement de partenaires comme le FIDA/PIDRN, la FAO/PNSA dans l'aménagement de parcelles. Distribution d'une ration de 400 g par jour et par personne. Appuis fournis durant 90 jours pendant la période de soudure et de contre saison Accords signés avec PTF : GTZ, FIDA, Agro Action, FAO, CRS		- Contribution au Stock National de sécurité (1000 tonnes de céréales sur deux ans) - Détection précoce de l'apparition des crises alimentaires et des catastrophes; - Identification des zones à risques et mise en œuvre d'actions concrètes permettant d'atténuer les crises et catastrophes sur recommandations du Système d'alerte précoce (SAP)	

Appui institutionnel	
<ul style="list-style-type: none"> - au PRMC et au CSA pour toute la durée des interventions - Dispositif de prévention et d'atténuation des crises - Appui technique au SAP pour 2 enquêtes sur sécurité alimentaire et état nutritionnel financées par le PAM. - chef de file des Partenaires Techniques et Financiers de la sécurité alimentaire. 	

Millennium Challenge Corporation (MCC)

MCC	MCC au Mali (organisation localisée à l'ambassade des Etats-Unis à Bamako) MCA-Mali : projet, cadre de mise en oeuvre
<p>Date de création: janvier 2004 Direction: CEO Supervision: Board of Directors (Secretary of State, Secretary of the Treasury, U.S. Trade Representative, USAID Administrator and four individuals from the private sector) Mise en oeuvre: MCA (Millennium Challenge Account) Principe : financement de projets sur plusieurs années conclus entre le MCC et un pays éligible Financement: par le Congrès chaque année Staff: 300 employés Assistance: Compact agreements et threshold agreements. Sélection des Etats bénéficiaires: sur 16 critères de bonne gouvernance Somme allouée sous forme de Compact agreement en Afrique depuis 2004: près de 3 milliards de dollars</p>	<p>Compact agreement signé en Novembre 2006, mis en vigueur le 17 septembre 2007 Durée : 5 ans Somme totale allouée : 460.8 millions \$ Projets : - Projet d'irrigation à Alatona (234.6 millions \$) - Aménagement de l'aéroport Bamako-Sénou (89.6 millions \$) - Aménagement d'un parc industriel (94.3 millions \$)</p>

Le projet d'irrigation Alatona

Objectifs	Activités
Accroissement des superficies irriguées disponibles	<ul style="list-style-type: none"> - Aménagement hydro agricole du casier d'Alatona : 16000 ha initialement prévus puis 14 000 et révision à la baisse possible. Zone couverte par 33 villages et 800 exploitations. - Installation des exploitants existants et nouveaux arrivants : aménagement et équipement de 500 exploitations de 5 ha ; 275 de 10ha; 150 de 30 ha; 30 de 60 ha;15 de 90 ha; 5 de 120 ha
Accroissement des superficies mises en valeur, diversification et intensification :	<ul style="list-style-type: none"> - intensification des productions de pomme de terre; plantation du bananier ; culture de l'échalote ; culture du maïs en saison et contre-saison ; pisciculture ; aviculture. - Distribution gratuite d'intrants (240 t paddy et

	<p>équipements aux exploitants de la zone) la première année.</p> <p>-Appui au crédit agricole : Pour l'agriculture commerciale (grandes exploitations) : mise en place d'un fonds d'appui institutionnel (centrale à risques supportée à 50% par MCA en lien avec le Ministère des finances)</p> <p>- Renforcement des capacités des exploitants au sein de coopératives.</p>
Augmentation des superficies cultivées en titre foncier	<p>Octroi des titres fonciers (en accord avec l'article 82 de la LOA) et création de l'Autorité des Revenus du foncier qui collecte et gère les paiements liés à l'achat de terrains. Coût de la terre aménagée : 2.5 millions US\$; modalités de recouvrement à définir. Les petits exploitants déjà présents ne remboursent que 3 ha sur 5. Un cahier des charges sera mis en place</p>
Désenclavement des zones de production	<p>Construction de la route Niono- Goma Coura de 81 km</p>
Réalisation d'activités contribuant au développement humain durable	<p>- Scolarisation des enfants des exploitants. Education de base des enfants non scolarisés et déscolarisés.</p> <p>- Education préscolaire des enfants des exploitants.</p> <p>- Alphabétisation des exploitants.</p> <p>- Couverture sanitaire des exploitants.</p> <p>- Renforcement des capacités organisationnelles et institutionnelles de la société civile locale.</p>

Calendrier

Projet divisé en 3 tranches :

- 2008- mai 2010 : aménagement de 5200 ha en 1 seul lot et réinstallation des exploitants existants en de petites exploitations (5- 10 ha)
- 2^{ème} tranche : mai 2011 : aménagement de 4400 ha en 1 seul lot et installation de nouveaux arrivants en de grandes exploitations.
- 3^{ème} tranche : mai 2012 : idem tranche 2

Initiatives et Relation avec l'Office du Niger

- Création de l'Autorité de l'eau : structure pérenne pour la gestion de la zone (entretien, distribution de parcelles) et paiement de l'eau à l'ON.
- Relation avec l'ON régie par une Convention (Implementation Entity Agreement) dont toutes les clauses ne sont pas encore définies.

Le projet va former des agents de l'ON au système de télémétrie à Markala, Ségou, fournir un logiciel pour la modélisation des canaux.

L'ON sera en charge de la gestion de 3 indicateurs : gestion de la capacité hydraulique du canal adducteur principal, celle du canal du Sahel et celle du fala de Molodo. L'Office devra aussi assurer la bonne gestion de l'eau en amont d'Alatona (règles d'allocation de l'eau dans le périmètre ; plans d'expansion)

Commentaires

Directeur du projet Alatona :

- Intervention harmonisée avec tous les PTF mais innovation et non uniformisation
- Suite aux études menées, les précisions manquantes seront données fin mars et une concertation avec le gouvernement et les PTF aura lieu fin mars pour validation.

Cohérence avec les actions menées par les autres bailleurs

Bailleurs	Programmes complétés par le MCA-Mali
Banque Mondiale	Mali Growth Support Project, PNIR, PCDA, PACR En particulier : - Montage institutionnel inspiré du PNIR - Construction de nouveaux villages, lieux de culte non inclus, conformément au schéma de la Banque Mondiale déjà appliqué aux villages de Komola et Zafina du Projet-test de Koumouna. Les pistes rurales de Niono-Banamba et Niono-Nara déjà financées par la Banque Mondiale, s'appuieront sur la route Niono- Goma Coura projetée.
USAID	Accelerated Economic Growth and Trade Development Project (2003-2012), which includes the Program in Development of Agricultural Production (PRODEPAM)terminé à l'heure actuelle
AFD	Projet de renforcement de certaines sections des canaux primaires
Agence hollandaise de développement	- Diversification et marketing, transformation, gestion de l'eau, renforcement des institutions au sein de l'ON - Accord de financement d'un espace réfrigéré au sein de l'aéroport pour le transit des mangues et haricots verts.

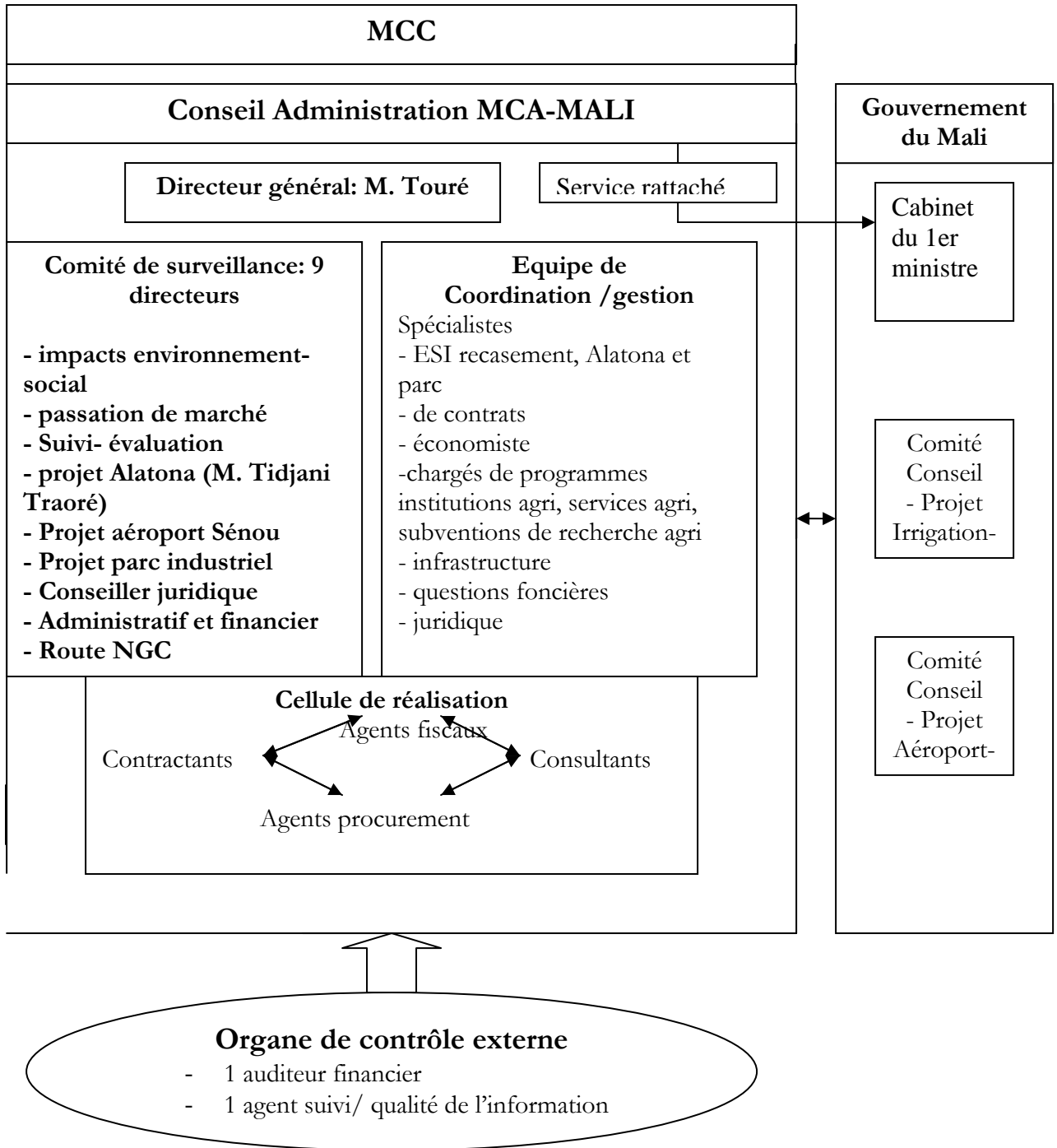
Personnes ressources

- Cellule MCC au Mali : John Anderson (directeur), Ramath Gautam (directeur adjoint), Amadou Camara (spécialiste irrigation, assistant de direction)
- Coordination MCC Mali à Washington: Timothy Mouney
- Directeur du projet Alatona au Mali : Tidiani Traoré
- Directeur Suivi- évaluation : M. Tigana

Sites ressources :

Millenium Challenge Corporation : <http://www.mcc.gov>
MCA-Mali: <http://www.mcamali.org/coord.html>

Gestion du programme



Coopération néerlandaise

I- Projets en cours

Projet	Etat d'avancement	Budget (FCFA)
Plateforme Logistique d'Exportation des mangues/ Centre de refroidissement	Période : 100 T ont été exportées. La tutelle est à transférer à l'interprofession non existante à l'heure actuelle. Contacts engagés avec une chaîne néerlandaise. Relais à passer au PCDA	
DERK (Développement Economique Rural de la Région de Koulikoro)	Période : 2005-2010 Assistance financière mise en œuvre par les CRA (Fonds de prestation, de solidarité paysanne, d'accès au crédit rural) Assistance Technique mise en œuvre par la SNV-Mali (renforcement institutionnel ; des partenariats ; politique régionale)	2.63 milliards 2.2 milliards
Appui à l'Office du Niger	Période : 2005-2007 prolongé jusqu'en mars 2008 Appui au Contrat-Plan : Renforcement des capacités ; réhabilitation de 1500 ha de casier ; ORT ; initiative agro-foresterie	3.5 milliards
Projet SAPI Aménagement des Plaines pour l'Irrigation par Inondation Contrôlée	Réalisé à travers le PNIR Exécution : CARE-Mali	2.2 milliards
Financement du PNIR	Prend fin en octobre 2008 Appui technique à la cellule de coordination du PNIR	
Financement à la FAO	Période : 2006-2011 Projet régional Sénégal-Burkina Faso- Mali- Bénin Ecoles/ sensibilisation des paysans à une meilleure gestion des pesticides	4 milliards (9.5 millions US\$)
Projet Gestion Intégrée des Ressources en Eau du Bassin Supérieur du fleuve Niger	Prend fin en 2009	1.96 milliards (3 millions €)
Projet Environnement/	Période : 2009-2011	3.6

Delta intérieur du Niger	Formulation d'un programme d'investissement du delta intérieur (développement économique et écologique)	milliards (5 à 6 millions €)
--------------------------	---	------------------------------

II- Perspectives

A la fin de l'année 2007, la Coopération Néerlandaise a adopté une stratégie pluriannuelle pour la période 2008-2011. Bien qu'elle n'ait pas encore été approuvée par le gouvernement néerlandais, elle propose une approche sectorielle pour les secteurs de l'éducation, de la santé et du développement rural.

Ayant jusqu'alors procédé par une approche projet, la coopération affiche un désir fort d'adopter une démarche programmatique et est prête à y consacrer du temps et des moyens financiers.

➤ Office du Niger

Objet : Plan de façon plus programmatique.

Stratégie financement du Contrat : appui budgétaire partiel et travail conjoint avec la DCE

Moyens : Emploi d'un consultant ayant l'expérience de l'approche sectorielle dans les domaines Education et Santé.

En attendant la finalisation du CP, un appui technique au Plan d'action pour la Gestion financière de l'ON est prévu.

Financement prévu : 15 millions €

➤ Appui à la mise en place de la LOA et transition vers une approche sectorielle

Objet : accent porté sur la politique de maîtrise de l'eau citée dans la LOA..

Participation complémentaire à celle des autres PTF.

Financement prévu : 4 millions € éventuellement

➤ Appui budgétaire sectoriel (à condition qu'une approche programmes soit amorcée)

Période : 2010-2011

Budget : 3 à 4 millions €/an

Position actuelle du PNUD dans le secteur ARD

I- Projets en cours

Le PNUD porte son action au niveau institutionnel et politique et n'a que peu d'actions sur le terrain.

Projet-pilote « Village du Millénaire »

Lieu : 2 communes de Ségou et une commune de Tombouctou

Financement : ¾ millions USD par an jusqu'en 2012.

II- Perspectives

Appui au Programme National de Sécurité Alimentaire

Objectifs : atteinte des OMD dans 166 communes

Echéance : horizon 2015

Souhait de fédérer les PTF pour le financement de ce projet.

Projet de gestion et lutte contre l'érosion des terres : programme conjoint avec la Banque Mondiale sous financement GEF.

Documents de référence

PNUAD 2008-2012 (Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement)

CSLP 2002-2006

CSCR 2007-2011

Extrait du PNUAD 2008-2012

Domaine d'intervention prioritaire du CSCR 2007-2011: Sécurité Alimentaire et développement rural/ Développement des PME-PMI/ Gestion de l'Environnement et des Ressources naturelles.

Résultats des Programmes Pays	Ressources \$ (indicatif)
Renforcement du système national de prévention et de gestion des crises alimentaires et autres catastrophes naturelles	PAM : 1,500,000 UNICEF : 200,000 FAO : 2,700,000
Amélioration à court et moyen termes de la production agroalimentaire du point de vue quantitatif et qualitatif	FIDA : 1,730,000 ONUDI : 500,000 PAM : 750,000 FAO : 8,800,000
Investissement et services ciblés dans le cadre de programmes intégrés sur les communes rurales de Kidal, Gao, Mopti, Ségou et Kayes.	PAM : 800,000 PNUD/FENU : 11,000,000 BM : 50,000,000 ONUDI : 330,000
Augmentation de la création d'emplois productifs	ONUDI : 250,000

	BM : 13,000,000 OIM : 400,000 BIT : 3,000,000 UNFEM : 150,000
Gestion de l'environnement par les secteurs public et privé et collectivités territoriales.	PNUD : 12,000,000 ONUDI : 1,300,000 FIDA : 200,000 PAM : 300,000 BM : 22,000,000 UNESCO: 100,000 FAO: 2,590,000 OMS: 50,000

Position actuelle de la Délégation de la Commission Européenne

I- Projets actuels

Planifiés lors des VIIIème et IXème FED

Projets	Date de clôture	Financement (en millions €)
Appui à la filière Riz	31/12/2008	16
Appui à la réforme du secteur Coton	31/12/2011	15
Lutte contre la désertification (Environnement)	?	15
Décentralisation	31/12/2010	72
Lutte contre la grippe aviaire	31/12/2010	2
ADER-Nord Appui aux communautés de base	31/12/2009	6
Sécurité Alimentaire		
- Appui au PNSA (IXème FED)	31/12/2012	2
- ligne budgétaire de la C.E (soutien direct aux ONG)	31/12/2011	8.5
- Renforcement institutionnel du CSA (assistance Technique + Fonds institutionnel dans la prévention des crises)	?	2

II- Perspectives à l'horizon 2013 : Xème FED

Budget total du Xème FED: 533 millions €

Orientations	Objet/ budget/échéances
Gouvernance, réforme de l'Etat, décentralisation	Projet PARAD II 55 millions €
Développement Economique du Delta du Niger et des régions Nord	Construction de routes
	Appui à l'Office du Niger : 30 M€ dont - 20 M€: infrastructures - 10 M€: appui budgétaire Projet conjoint avec la Coopération néerlandaise (financement de 6 M€)
	Appui aux régions du Nord via appui aux Assemblées Régionales : 40 M€

III- Harmonisation

L'Union européenne est un partenaire silencieux dans le groupe PTF Economie Rurale et Agricole. Elle n'est pas signataire pour un appui spécifique à la LOA. Elle est chef de file du groupe PTF Décentralisation et Développement Institutionnel.

USAID

I- Projets passés

Sur la période 1993-2003, USAID a aidé à la mise en place d'institutions de microcrédit telles Piyeli, Jigiyaso Ba et a joué un rôle crucial dans la mise en place du réseau professionnel de micro-finance APIM/Mali.

Période : 2003-2007

Projets : PRODEPAM, Mali Finance, Trade Mali

Financement : 65 millions \$

Projet Mali Finance : Service de développement des entreprises, Promotion des investissements et appui au secteur de la microfinance et des banques intervenant dans le financement rural.

Financement : 15 millions \$

II- Projet en cours

IICEM (Initiatives Intégrées pour la Croissance Economique au Mali) :

Durée : 3 ans (2008-2011)

Financement : 10 millions \$

Objectif : augmenter la croissance économique à travers l'amélioration des technologies agricoles, la transformation et les marchés.

Stratégie: développement intégré de la chaîne de valeur sur cinq filières ciblées : riz, mangue, pomme de terre, échalote et tomate.

Outils

- Appui technique principalement : Renforcement des capacités des OP (alphabétisation, gouvernance, genre, comptabilité)
- Mise en place d'un fonds de garantie pour les organisations paysannes encadrées

Volonté de financement des crédits court terme et des crédits moyen terme, afin de favoriser l'investissement productif (motopompes, décortiqueuse, broyeur, séchoir...), afin d'augmenter la valeur et d'accélérer la croissance économique.

III- Harmonisation des PTF

USAID (et/ou ses projets) participe aux différents comités et consultations des PTF, travaille de façon concertée avec les autres projets de la finance rurale, dont le PCDA de la Banque Mondiale, le projet 1000+ des Pays Bas et se concertera avec le projet PAFA de l'ACDI lorsqu'il démarrera. A cet effet, des protocoles de collaboration ont été signés.

IICEM travaille de concert avec le Ministère de l'Agriculture, de l'Économie et du Commerce, de l'Environnement et des Pêches. Il participe au Cadre Intégré, piloté par le Ministère de l'Économie et du Commerce et dont USAID en est le facilitateur.

Fonds International de Développement Agricole

En cours

Projet/Programmes	Période de réalisation	Montant du financement	Type de financement
Programme d'Investissement et de Développement Rural des Régions du Nord Mali (PIDRN)	2006-2012	17,6 milliards FCFA dont :	
		7,496 milliards FCFA	Prêt FIDA
		0,416 milliards FCFA	Don FIDA
		2,800 milliards FCFA	Prêt BOAD
		3,233 milliards FCFA	Don FBS
		2,635 milliards FCFA	GdM
		0,891 milliards FCFA	Bénéficiaires
Programme Intégré de Développement de la Région de Kidal (PIDRK)	2007-2013	11,643 milliards FCFA dont :	
		5,781 milliards FCFA	Prêt FIDA
		2,565 milliards FCFA	Prêt BOAD
		1,785 milliards FCFA	Don FBS
		1,382 milliards FCFA	GdM
		0,131 milliards FCFA	Bénéficiaires
Programme Fonds de Développement en zone Sahélienne (FODESA)	2000-2009	29,581 milliards FCFA dont :	
		14,102 milliards FCFA	Prêt FIDA
		9,079 milliards FCFA	FEM
		4,100 milliards FCFA	GdM
		2,300 milliards FCFA	Bénéficiaires

En perspective

Formulation en cours d'un Programme de Micro-finance Rurale (PMR) et couvrant la période 2008–2012.

Le PMR interviendra dans les zones couvertes par les activités de micro-finance des programmes du FIDA (FODESA, PDR–MS et PDZL).

Objectif général : Contribuer au développement de services financiers viables et adaptés aux conditions socio-économiques des populations.

Objectifs spécifiques :

- ❖ Amélioration qualitative et quantitative de l'offre de services financiers au profit des populations rurales et la facilitation de leur accès à ces services ; et

- ❖ Renforcement la viabilité des IMF de la zone.

Composantes PMR :

- ❖ Appui à l'accès aux services financiers et non financiers ;
- ❖ Renforcement de la viabilité des institutions de micro-finance ; et
- ❖ Coordination et gestion du programme.

Durée : 8 ans

Coût du PMR : estimé à environ 25 millions de \$EU qui seraient financés par :

- ❖ un prêt du FIDA ;
- ❖ des concours financiers du FENU et du PNUD qui seraient respectivement ciblés sur l'assistance technique à la mise en œuvre et le renforcement des capacités ; et
- ❖ un don du gouvernement italien (1,5 millions de \$EU sur 36 mois) ;
- ❖ Contribution du Gouvernement et
- ❖ Participation des groupes-cibles.